

ATTI

DELLA SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA

NUOVA SERIE

LIII

(CXXVII) FASC. I



GENOVA MMXIII
NELLA SEDE DELLA SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA
PALAZZO DUCALE – PIAZZA MATTEOTTI, 5

Le ‘compromis’ de 1330 entre Gênes et Chypre et la guerre de course dans les eaux chypriotes

Jean Richard

Les Regesta Vaticana nous ont conservé parmi les lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII le texte d’une bulle *Regis eterni pacifici* qui nous fait connaître l’accord réalisé par les soins du pape entre le commun de Gênes et le roi Hugues IV de Chypre en 1330 et promulgué par Jean XXII le 13 janvier 1331¹.

Le conflit auquel il mettait fin avait pour origine les violations du traité passé en 1232 entre le roi de Chypre et les Génois lorsque ceux-ci avaient apporté leur aide aux barons francs en lutte avec les partisans de l’empereur Frédéric II, traité qui avait octroyé aux Génois de très larges privilèges². À la fin du XIII^e siècle, lorsque la royauté chypriote avait pris plus d’autorité, les officiers du roi étaient revenus sur ces privilèges, et les Génois considéraient que ceux-ci étaient violés. D’autres griefs s’y ajoutaient: bien que le roi eût proclamé sa neutralité dans la guerre entre Gênes et Venise, les Génois estimaient que ses gens ne leur avaient pas assuré la protection qui leur avait été promise; des emprunts consentis à Henri II et à son frère Amaury, qui avait un temps détenu le gouvernement de l’île, n’avaient pas été remboursés. On en était arrivé à un véritable état de guerre³. Les Génois pourvus de bénéfices ecclésiastiques dans l’île sollicitaient l’autorisation de ne pas y résider en faisant valoir qu’ils ne pouvaient pas y accéder⁴. Et en 1317

¹ Archivio Segreto Vaticano (= ASV), *Reg. Vat.* 116, cc. 85 v.-90 (bulle *Ad perpetuam rei memoriam*).

² Dernière édition de ce traité dans *I Libri Iurium della Repubblica di Genova*, I/2, a cura di D. PUNCUH, Genova-Roma 1996 (Fonti per la storia della Liguria, IV; Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Fonti, XXIII), pp. 179-183.

³ Cfr. L. BALLETTTO, *Tra Genova e l’isola di Cipro nel basso Medioevo*, dans *Genova, una porta del Mediterraneo*, a cura di L. GALLINARI, Genova 2005, pp. 31-61 et spécialement pp. 39-41.

⁴ Cfr. N. COUREAS, *The Genoese and the latin church of Cyprus. 1250-1320*, dans *Oriente e Occidente tra Medioevo ed età moderna. Studi in onore di Geo Pitarino*, a cura di L. BALLETTTO,

Jean XXII redoutait qu'une flotte génoise vînt attaquer Chypre et il s'entremet pour faciliter l'ouverture de négociations⁵. En 1323 il proposait sa médiation aux deux parties en leur imposant une trêve. Les pourparlers qui s'ouvrirent à Avignon, auxquels participa du côté chypriote le chanoine Jacques de Casiaty, traînèrent en longueur; c'est en 1327 que Gênes se décida à envoyer à Chypre deux représentants dont l'un, Nicolino Fieschi, dit Cardinale, est donné comme un partisan fervent de la paix⁶, et le conseil donna ses pouvoirs le 23 juillet 1328 à ses envoyés, lesquels conclurent le 16 février 1329 un traité avec les représentants du roi, Thomas de Montolif, maréchal du royaume, l'amiral Hugues Béduin et le juriste Justin de Justinis. Par ce traité, le roi confirmait les privilèges des Génois, s'engageait à payer ses dettes et de surcroît à indemniser un armateur dont la cocha avait été incendiée par ses officiers en lui versant une somme de 210.000 besants⁷.

Ce qui avait retardé la conclusion du traité, c'était l'ensemble des revendications de ceux qui, sujets du roi ou Génois, avaient subi des dommages de la part des officiers du roi ou de ses navires, pour les uns, d'actes de corsaires génois pour les autres. On avait argué, d'un côté comme de l'autre, du caractère légitime de ces saisies, eu égard à ce qu'il s'agissait de cargaisons transportées dans les « pays du sultan » en contravention avec l'embargo proclamé par les papes interdisant ce commerce. Mais on se mit d'accord pour s'en remettre au pape pour parvenir à un compromis, Gênes désignant deux procureurs, Nicolino Fieschi et un de ceux qui avaient été mêlés à ces affaires, Ambrogio Salvaigo, tandis qu'Hugues IV s'en remettait à deux personnages bien introduits à la cour pontificale, Lambertino della Cecca de Bologne et Guy de Brions, « damoiseau du pape »⁸. Ils élaborèrent

Genova 1997 (Collana di fonti e studi dell'Università degli Studi di Genova, sede di Acqui Terme, 1), pp. 165-175.

⁵ ASV, *Reg. Vat.* 103, c. 13.

⁶ Dans une lettre de septembre 1327 (*Ibidem*, *Reg. Vat.* 115, c. 91 v.) adressée au roi de Chypre. Il est appelé par erreur « le cardinal Nicolino Fieschi » dans S.A. EPSTEIN, *Genoa and the Genoese, 958-1528*, Philadelphia 1996, p. 138, et qualifié de *jurisperitus*, sous la forme Nicolino dicto Cardinali, dans un texte de 1301: B.Z. KEDAR, *L'officium Robarie di Genova, un tentativo di coesistere con la violenza*, dans « Archivio storico italiano », CXLIII/3 (1985), pp. 331-372.

⁷ Dernière édition de ce traité dans *I Libri Iurium della Repubblica di Genova*, I/8, a cura di E. PALLAVICINO, Genova-Roma 2002 (Fonti per la storia della Liguria, XVII; Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Fonti, XXXIX), pp. 62-65.

⁸ Lambertino, docteur en droit et chanoine de Famagouste, était chapelain du pape; Guy

à Avignon un projet qui fut communiqué par le pape au roi et au gouvernement de Gênes le 5 août 1329 et qui prévoyait la constitution d'un fonds alimenté par une taxe de 2 deniers par livre (0,83 %) sur les marchandises apportées à Chypre ou exportées par les Génois comme par les sujets du roi et destiné à indemniser les uns et les autres en évaluant le total de ces indemnités à 100.000 besants de part et d'autre, ceci pendant une période de cinq ou six ans. Le pape demandait que ce compromis fût ratifié dans un délai d'un an à partir du 15 août⁹.

Tout ceci avait été précédé par une enquête destinée à déterminer le montant des dommages subis par les deux parties, enquête dont le résultat nous est communiqué par un acte reçu par-devant notaire, daté du 1^{er} mars 1330 et du manoir royal d'Aradippo; ce montant avait été évalué pour chaque partie à 106.398 besants – ce qui laisse entendre qu'on avait convenu d'arrangements pour parvenir à cette égalité.

La négociation qui suivit la décision du 5 août 1329 se poursuivit, et le roi Hugues IV donna son accord le 9 mars 1330. Il restait à obtenir celui des autorités génoises qui reçurent d'Avignon le texte en question et donnèrent pouvoir à leurs représentants le 24 juillet 1330. Les conversations entre les procureurs des deux parties et le pape aboutirent à la rédaction d'un document qui incorporait à la décision pontificale, qui fut promulguée le 13 janvier 1331, le texte des actes des 16 février 1329, 1^{er} et 9 mars et du 24 juillet 1330. C'est ainsi que la liste des bénéficiaires de ce « compromis » nous a été conservée¹⁰.

L'enquête dont il s'agit ne précise pas dans quelles conditions étaient intervenues les saisies dont se plaignent les intéressés. Toutefois les Génois évoquent les agissements des officiers du roi et de ses navires, tandis que les Chypriotes incriminent des personnages qui apparaissent comme des patrons de navires agissant en dehors de cadres d'Etat, donc à titre privé. Les

de Brions (de Brionibus), sergent d'armes du roi de France, est qualifié de familier du pape et du roi de Chypre.

⁹ ASV, *Reg. Vat.* 115, c. 91 v. Sur ce type d'imposition, cfr. SV. BLIZNYUK, *Taxation on trade in Cyprus in the 13th to the first half of the 14th centuries*, dans Actes du 18^e congrès international des études byzantines (Moscou 1991), Shepherdsdown 1995, pp. 65-71.

¹⁰ La datation de ces documents est donnée selon le style en usage à Avignon pour l'année de l'Incarnation, alors que le début de l'année en Chypre se situait au 1^{er} mars; mais on donne aussi l'indiction, qui est en avance d'une année à Chypre, comme à Venise, par rapport à Gênes.

premiers paraissent donc avoir agi lors de la relâche de navires marchands dans les ports de Chypre ou lorsque les galères ou autres vaisseaux du roi avaient arraisonné de ces navires en mer. Les seconds auraient normalement agi en interceptant les bateaux des sujets de la royauté chypriote suspects de violer les interdits pontificaux; mais les gens du roi mettaient cet argument en doute; il est en effet probable que les patrons génois avaient cherché à se dédommager des pertes subies par eux en s'emparant de parts de cargaisons des navires chypriotes, conformément à la pratique des 'lettres de marque'. Mais seul l'argument de l'infraction à l'embargo a été retenu dans les accords que nous possédons, et les actes des uns et des autres rentreraient dans la course, régie par des actes officiels, et non dans la piraterie¹¹.

Le grand intérêt de l'enquête menée avant février 1330 est de nous faire connaître ceux qui sont regardés comme ayant commercé avec les pays soumis au sultan d'Égypte en dépit des interdictions. En ce qui concerne les Génois, il s'agit d'une liste de vingt-sept noms dont plusieurs sont ceux de marchands connus et parfois déjà comme ayant fourni à l'Égypte des denrées prohibées, y compris de jeunes esclaves appelés à devenir des mamelûks, notamment des Salvaigo, des Grimaldi, des Malocello; et le montant des confiscations opérées à leurs dépens est souvent supérieur à mille besants. Par contre, la liste des acteurs d'actes de course est plus longue et plus variée; ils semblent d'ordinaire s'être associés à plusieurs pour armer leurs bateaux. Du côté des «sujets du roi», la liste est longue et très diverse: le premier nom est celui de Balian, qui devint avant 1322 archevêque de Rhodes et avait peut-être appartenu auparavant au clergé de Beyrouth, réfugié en Chypre, qui déclarait une perte de 2.164 besants; on ne saurait dire quels liens unissaient François de Lusignan à la dynastie royale; Raymond de Montolif appartenait à l'aristocratie franque. Bon

¹¹ Sur la difficulté qu'il y a à différencier la piraterie de la course, celle-ci étant un mode d'action reconnu comme ayant une légitimité, cf. M. MOLLAT, *De la piraterie sauvage à la course réglementée*, dans «Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Age, Temps Modernes», 87 (1975), pp. 7-25. Une lettre de marque accordée aux Montpelliérains victimes d'actes commis par des Génois, en 1308, est publiée par B.Z. KEDAR, *L'officium Robarie di Genova* cit., p. 338. Les eaux de Chypre ont été durant le Moyen Age infestées par les pirates: N. COUREAS et A. ORPHANIDES, *Piracy in Cyprus and the eastern Mediterranean*, dans «Epeterida», 33 (2007), p. 137 et suiv.; cfr. aussi H. AHRWEILER, *Course et piraterie dans la Méditerranée orientale aux XIV^e-XV^e siècles*, dans *Course et piraterie*, Études présentées à la Commission internationale d'histoire maritime à l'occasion de son XV^e colloque international pendant le XIV^e Congrès International des Sciences historiques (San Francisco août 1975), Paris 1975, pp. 7-29.

nombre de noms sont à consonance franque et évoquent une origine de Terre Sainte; mais il en est de même pour des noms qui paraissent ceux de chrétiens orientaux, grecs ou syriens – les Mansur, Salomon, Demetrios, Léon, Basile, Dawûd, Abûd: on en trouve qui y associent le nom de places perdues (Acre, Saône, Beyrouth, Tortose, Laodicée, Chastel-Blanc, le Boutron). Deux noms évoquent l'AYas (Lajazzo), en Petite Arménie. Un Simon Abu'l Faraj fait penser à ce personnage qui joua un grand rôle sous Pierre I et Pierre II: Thibaut Belpharage. Jean Tricopuli peut venir d'une famille de turcoples. D'autres noms font penser à des lignages bourgeois qui accéderont à la noblesse, les Bousat dont le nom est écrit Buzzato par Lamberto di Sambuceto, ou les Fardin. Tout ceci est très évocateur de la diversité des éléments nationaux qui ont peuplé Famagouste, Limassol ou Nicosie et animé l'économie de Chypre.

Tous étaient-ils mêlés au commerce avec les « pays du sultan »? Ceux qui avaient cherché asile dans l'île lors de la conquête mamelûke pouvaient avoir gardé des liens avec leurs familles demeurées en Syrie, et les actes des notaires génois du début du XIV^e siècle en ont gardé la trace. La répression du commerce avec la Syrie a donc pu connaître des aménagements¹² Mais le commerce illicite avec l'Égypte a sans doute aussi été pratiqué par les Chypriotes: Jean XXII, le 9 mars 1329, accordait une absolution à ceux d'entre eux qui s'en étaient rendu coupables à condition qu'ils prélèvent sur leurs gains des sommes destinées à l'Église et à la défense de la Chrétienté, en faisant état de ce qu'il avait appris que des gens de ce royaume avaient porté des marchandises « à Alexandrie et dans d'autres contrées »¹³.

La prohibition du commerce avec les pays soumis au sultan d'Égypte avait cependant eu un caractère général: élaborée dès le début du XIII^e siècle en ce qui concernait les produits de caractère stratégique qui auraient pu être utilisés contre les Chrétiens, elle avait été étendue à tous les objets du commerce en vue de priver le sultan et ses sujets de ressources, notamment financières: Nicolas IV avait promulgué cette interdiction au lendemain de

¹² J. RICHARD, *Le royaume de Chypre et l'embargo sur le commerce avec l'Égypte (fin XIII^e début XIV^e s.)*, dans « Académie des Inscriptions et Belles-lettres. Comptes-rendus », 128/1 (1984), pp. 121-134 et spécialement pp. 128-130. Le pape dénonce les contraventions des sujets du roi à l'embargo dans une lettre du 3 août 1323; mais il est possible qu'il ait réagi alors aux accusations génoises dont le traité de 1329 fait état.

¹³ Le pape charge alors ses nonces de les relever des sanctions encourues pour ces infractions sans préciser le montant des sommes à payer (ASV, *Reg. Vat.* 115, cc. 89 v.-90).

la chute d'Acre et de Tyr, pour une durée de dix ans, le 23 août 1291, et ses successeurs la renouvelèrent, la sanction prévue contre les contrevenants étant la confiscation des denrées en cause et l'excommunication des coupables. Les puissances maritimes, et notamment Gênes et Venise s'y associèrent, et on constitua même une force navale pour faire la police en Méditerranée orientale. Le royaume de Chypre y participa activement: une bulle de Boniface VIII a conservé la référence à une ordonnance du roi Henri II prévoyant le financement de ses galères et encourageant ses sujets à participer à cet armement en prévoyant le profit qu'ils tireraient de la saisie de ces marchandises¹⁴. Et le traité de 1329 nous le confirme. Venise et Gênes, toutefois, ne tardèrent pas à renouer des relations commerciales avec l'Égypte¹⁵; notre texte confirme qu'elles toléraient cette activité sans pour autant qu'elles aient dénoncé leur adhésion aux proscriptions de ce que les papes assimilaient à une contrebande.

Le cas de Gênes est particulièrement instructif, du fait que la cité avait créé un *officium robarie* qui fonctionnait comme une assurance contre les dangers de la piraterie, qui paraît s'être ébauchée dès avant 1291. Les victimes de saisies opérées dans le cadre de la prohibition du commerce avec l'Égypte pouvaient ainsi prétendre à bénéficier de dédommagements. Et l'archevêque dominicain de Sultanieh, dans son *De modo Saracenos extir-*

¹⁴ Cette ordonnance, dont nous n'avions pas eu connaissance en rédigeant l'article précédent, est évoquée dans la bulle du 11 juin 1299 (G. DIGARD, *Les registres de Boniface VIII*, Paris 1885, n. 3114), qui vient d'être publiée dans le *Bullarium Cyprium*, II, Nicosie 2010, pp. 242-254, par les soins de Chr. Schabel. Elle prévoyait l'attribution de ce qui serait pris sur les contrevenants (*praedam vel spolia*) à ceux qui s'en seraient emparés. L'armement de plusieurs galères par les Marseillais pour courir sus à ceux qui « portaient aux Sarrasins des armes, vivres ou autres choses interdites par l'Église » est mentionné à propos d'un combat livré par eux à une taride turque près de Finike en Turquie, le 25 février 1310, dans *Miracles de sainte Marie-Madeleine*, de Jean Gobi l'ancien, éd. et trad. J. SCLAFER, Paris 1966, pp. 156-159.

¹⁵ M. BALARD, *Les républiques maritimes italiennes et les projets de croisade (1274-1370)*, dans *Cyprus and the crusades*, edd. N. COUREAS et J. RILEY-SMITH, Nicosia 1995, pp. 93-102. Gênes a un consul à Alexandrie dès 1311 mais Clément V ordonne par lettre du 26 novembre de la même année à cette cité de châtier sévèrement ceux qui contreviennent à l'embargo ... Sur les dérogations accordées par le pape, cfr. G. PETTI-BALBI, *Deroghe papali al devetum sul commercio con l'islam*, dans « Rassegna degli Archivi di Stato », XXXII (1972), pp. 521-533. En ce qui concerne Venise, la situation fut très complexe: cfr. G. ORTALLI, *Venice and Papal bans of trade with the Levant: the role of the jurist*, dans « Mediterranean historical review », 10 (1995), pp. 243-258.

pandi, qui date précisément des environs de 1328, dénonçait cette pratique comme vidant d'efficacité l'embargo pontifical¹⁶.

Le traité de février 1329 avait remis en cause toutes les dispositions relatives à cet embargo. Pour ramener la paix entre Chypre et Gênes, le pape passait outre aux justifications alléguées par les uns et les autres, qui prétendaient que les confiscations opérées par eux visaient à faire observer les prescriptions interdisant le commerce avec les sujets du sultan. Ce qui revenait à mettre fin aux mesures jusque là employées pour interdire par interception ou saisie le commerce en question, tandis que les saisies intervenues antérieurement donnaient lieu à un dédommagement. L'embargo n'était pas aboli pour autant, mais le recours à la course pour le faire appliquer allait disparaître. Dès le 13 juillet 1329, Jean XXII allait autoriser les Chypriotes à commercer avec les pays du sultan à condition de verser aux représentants de l'Église la moitié de leurs gains¹⁷. Pour ceux qui n'avaient pas sollicité d'autorisation, une peine spirituelle allait s'appliquer; une excommunication dont la levée s'accompagnerait du versement de l'amende calculée en fonction du montant du profit réalisé durant ce voyage; ce n'était donc plus une mesure de police, mais une affaire de conscience, et, dans la réalité, nombreux allaient être ceux qui solliciteraient une autorisation préalable lorsque celle-ci n'avait pas été accordé à l'avance (par exemple en temps de disette). Le recours à la coercition par l'emploi des saisies ou des interceptions par une force navale allait donc en fait être abandonné¹⁸.

¹⁶ L. DE MAS-LATRIE, *L'officium Robarie ou l'office de la piraterie de Gênes*, dans « Bibliothèque de l'École des Chartes », LIII (1892), pp. 104-212. Cette institution remonte à l'année 1301, comme l'a démontré A. ROCCATAGLIATA, *Alle origine dell'Ufficio « pro robariis » del comune di Genova*, dans *Saggi e documenti*, VII/II, Genova 1986 (Civico istituto colombiano. Studi e testi, Serie Storica a cura di Geo Pistarino, 9), pp. 151-184. Cfr. aussi B.Z. KEDAR, *L'officium Robarie di Genova* cit.

¹⁷ Le 31 juillet 1329, Jean XXII accorde aux sujets du roi de Chypre l'autorisation de porter chez les Sarrasins des denrées non prohibées (excluant celles qui ont un caractère stratégique), moyennant cession à l'Église de la moitié de leurs gains (ASV, *Reg. Vat.* 115, c. 90 v.).

¹⁸ Nous renverrons ici aux travaux de José Trenchs Odena sur le commerce avec l'Égypte, et notamment à *De Alexandrinis*, dans « Anuario de estudios medievales », 10, (1980), pp. 237-320, et *Les Alexandrini ou la désobéissance aux embargos conciliaires ou pontificaux contre les Musulmans*, dans *Islam et chrétiens du Midi*, Paris 1983 (Cahiers de Fanjeaux, 18), pp. 169-183. Les autorisations pontificales à commercer avec ces « pays du sultan » sans compensations financières se font également très nombreuses, notamment à l'occasion d'ambassades des rois de Chypre auprès du pape.

Il n'est pas inutile de constater que cette mutation intervenait au moment où Jean XXII adoucissait l'attitude de l'Église envers le sultan. Il allait autoriser les pèlerins à se rendre au Saint-Sépulcre, ce qui avait été interdit depuis la chute des dernières places franques de Terre Sainte, en subordonnant cette faculté à une autorisation préalable; il envoya même le patriarche titulaire de Jérusalem, Pierre de la Palud, en l'autorisant à faire ce pèlerinage, auprès du souverain musulman pour essayer de trouver une solution au conflit entre la Chrétienté et l'Islam par la reconnaissance au patriarche latin du droit de résider dans la Ville Sainte et d'exercer son autorité sur les chrétiens, ce qui ne put être obtenu, mais préfigurait l'installation des Franciscains au Saint-Sépulcre dans la décennie suivante ¹⁹.

L'assouplissement de l'embargo entrainait donc dans un nouveau climat des relations entre Chrétiens et Musulmans; mais c'est la volonté de mettre fin au conflit entre Gênes et Chypre qui l'avait fait entrer dans la réalité. Il faut ajouter que c'est l'attitude des Génois, telle qu'elle se manifestait par l'activité de l'officium robarie, qui avait amené le pontife à abolir les rigueurs de l'embargo.

Complétant le traité de février 1329, le compromis de 1330, promulgué par le pape au début de 1331, était de nature à apaiser le conflit entre Gênes et Chypre. Son application connut sans doute quelques difficultés: nous savons qu'il y eut des débats à Famagouste cette année-là, parce que les Génois réclamaient « la monée que dient que il doivent recevoir dou roi par la sentence dou pape », le souverain disant de son côté qu'il ne leur devait rien, et il fallut un nouvel accord en 1338 ²⁰. Les difficultés entre les deux parties allaient reprendre; mais la question du commerce avec l'Égypte et de la police des mers en vue d'empêcher la contrebande a cessé d'être un élément de ces conflits.

¹⁹ J. RICHARD, *Le royaume de Chypre et l'embargo* cit., pp. 131-132; ID., *L'état de guerre avec l'Égypte et le royaume de Chypre*, dans *Cyprus and the crusades* cit., pp. 83-95.

²⁰ L. DE MAS-LATRIE, *Histoire de l'île de Chypre sous le règne des princes de la dynastie des Lusignan*, Paris 1855-1861, II, pp. 166-179 et en particulier p. 169.

Document

Archivio Segreto Vaticano (ASV), Reg. Vat. 116, cc. 85 v.-90.

Ad perpetuam rei memoriam. Regis eterni pacifici et excelsi qui cogitationes pacis et non afflictionis se cogitare testatur secum licet insufficientibus meritis tenentes in terris ut commisse in eis circa procuranda inter universos Ecclesie filios cure nostre commissos pacis et unitatis commoda officium exequamur, eo debemus esse magis solliciti quo pacis donum gratissimum parcius quietem animis eosque a rancoribus dissensionum absolvens corporibus prestans securitatem et rebus ipsos ad serviendum Altissimo liberiores efficit in salutem et ad intendendum liberius utilitatibus propriis plenariam tribuit facultatem. Sane dudum exposito coram nobis quod carissimus in Christo filius noster Hugo, rex Cipri illustris, et dilecti filii commune Ianuen(se) varia personarum et rerum periculosa dispendia que contigerant et dissensionibus, rancoribus et iniuriis, hostilibus et insultibus inter eoru(n)dem regis et communis subditos, procurante pacis hoste, caritatis et tranquillitatis humane in m<un>do hactenus suscitatis, diligentius attendentes ac eis obviare de cetero et inter se dictosque subditos invicem pacis et unitatis reformari federa cupientes super dampnis, iniuriis et lesionibus que per gentes et subditos dicti regis Cipri proximi predecessoris sui et quondam Amalrici domini Thiri eorumque officiales et vasa navigabilia nonnullis singularibus personis Ianuen(sium) nec non et per easdem personas Ianuen(ses) eorumque galeas et vasa navigabilia prefato regi suis gentibus et subditis illata, data et irrogata fuerunt, prefatus rex videlicet pro suis gentibus et subditis, ex parte una, et dilectus filius Nicolinus de Flisco, dictus Cardinalis, ambaxiator, syndicus et procurator dictorum communis Ianuen(sis), pro eisdem singularibus personis, ex altera, in nos sub certis modis, formis, pactis et pena plene, large ac generaliter sicut in instrumento publico inde confecto cuius tenor est incertus^a inferius continetur, plenius compromittere curaverunt supplicato nobis humiliter ut predictum compromissum in nos recipere ac questiones ex premissis subortas iuxta formam ipsius compromissi et sicut nobis videretur expediens decidere ut pacis inter eos reformata pulcritudine futuris occuratur periculis dignemur. Nos qui pacem velut flumen in fideles sancte matris Ecclesie intensis optamus desiderii declinare periculosisque obviare dispendiis huiusmodi ac pacis et concordie inter eos iacere in semina que in fructum Deo gratum et eisdem acomodum pululent cupientes, in nos compromisso predicto suscepto ad

procedendum super contentis in eo nostrumque proferendum arbitrium et ab eisdem partibus audiendum certum eis terminum per nostras duximus litteras prefigendum et que iuxta formam compromissi predicti erat super eo, vocatis prelibatis partibus, procedendum ipsos ad hoc ut infra prefixum terminum huiusmodi coram nobis per procuratores comparerent ydoneos per easdem fecimus litteras evocari. Postmodum vero, nondum elapso predicto termino, dilecti filii magister Lambertinus de Bononia, canonicus Famagustanus, capellanus, et nobilis vir Guido de Brionibus, familiaris noster et prefati regis Cipri. ex parte una, et dictus Nicolinus et Ambrosius Salvagius, civis Ianuensis, predictorum communis et singularum personarum Ianuensium ad quas pertinet, ex altera, syndici, procuratores, ambaxiatores et nuncii coram nobis comparere suaque ibidem exhibere hinc inde procuratoria curaverunt moxque, deinde asserentes et recognoscentes expresse partes predictas fuisse ad procedendum super contentis in compromisso predicto et nostrum arbitrium audiendum, sicut etiam in predictis procuratoriis quorum tenores inseri fecimus presentibus exprimitur, evocatas, per nos procedi ad reformand(as) pacem et concordiam super premissis nostrumque proferri arbitrium instanter et humiliter petierunt. Nos autem, syndicis, procuratoribus, ambaxiatoribus et nunciis predictis diligenter et patienter auditis et hiis que voluerunt hinc inde proponere plenius intellectis attentisque gravibus periculis que guerre, dissentiones, odia et rancores partium earu(n)dem non absque personarum stragibus, rapinis, invasionibus, depredationibus, vulneribus aliisque non facile numerandis dispendiis hinc inde temporibus preteritis ministrarunt nec non commodis variis que tam subditis regis eiusdem suoque regno ac predictis Ianuensibus ex mutua pacis concordia provenire in futurum poterunt in examine nostre considerationis adductis, remove huiusmodi dissentiones, rancores et odia pacemque ipsam Deo gratam et partibus ipsis ut prefertur multipliciter accomodam reformare inter eos, suffragante nobis pacis Auctoris gratia, cupientes, cum partium predictarum procuratoribus antedictis tractatu prehabito et assensu, nostrum proferimus arbitrium in hunc modum:

In primis siquidem cum pax Dei que extirpat omnem sensum sine pace proximi haberi non possit, arbitrando dicimus, ordinamus, volumus et mandamus quod amodo inter predictum regem suosque successores ac eorum gentes et subditos dictosque commune ipsorumque concives et subditos sit firma pax et plena concordia quantum pro hiis omnibus ad que factum in nos extenditur compromissum. Ita quod se invicem premissorum occasione non offendant de cetero, sed potius mutuo fulciant amicabiliter cum oportu-

num fuerit et pertractent, et ut caritatis unio, extirpatis cuiusvis dissensionis vepribus, uberius vigeat inter eos, ordinamus quod de dampnis datis et irrogatis per eosdem Ianuenses subditis dicti regis, eisdem regi et subditis usque ad summam centum millium bisanciorum argenti, et de dampnis datis et irrogatis per subditos regis eiusdem sui que predecessores^b et Amalrici domini Thiri predictorum usque ad summam bisanciorum totidem satisfiat. Sane quia divisa inter plures onera facilius et levius supportantur dignumque ac rationi extimemus consonum quod hii qui ex predicta concordia volitatem^c, concedente Domino, consequentur ad supportanda ipsius opera humeris rationabiliter submissione non recusent, ordinamus, dicimus, volumus et arbitramur quod, pro satisfactione huiusmodi celerius et cum utriusque partis minori gravamine impendendo, commune Ianuen(se) predictam ordinationem et impositionem facere debeat subsequentem, videlicet quod omnes et singuli Ianuenses, cum quibuscumque rebus et mercibus euntes et navigantes ad insulam Cipri vel de ipsa insula cum rebus aliquibus et mercibus exeuntes, de rebus et mercibus eorum vel aliorum Ianuensium delatis ad dictam insulam et exoneratis ibidem nec non de omnibuslibet rebus et mercibus eorum vel Ianuensium aliorum extractis et eductis de insula supradicta personis aliquibus deputandis ad hoc per regem et commune predictos solvere teneantur et debeant ad rationem duorum denariorum pro qualibet libra veri valoris seu precii rerum et mercium predictarum, que quidem persone deputande ut premittitur pecuniam in insula Cipri predicta pro rebus et mercibus Ianuensium exigendam et colligendam singulis annis dare et assignare debeant regi Cipri predicto vel legitime persone ad hoc deputande per ipsum, ut ipse rex pecuniam ipsam illis eiusdem regis subditis det et tradat qui per quosdam Ianuenses dampnificati fuerunt et quorum nomine pro parte dicti regis in nos extitit ut premittitur compromissum, facta de dicta pecunia inter dictos prelibati regis dampnificatos et subditos equali divisione pro rata. Item quod similem ordinationem et impositionem facere debeat rex prefatus, scilicet quod omnes et singuli sui subditi, cum quibuscumque rebus et mercibus exeuntes de ipsa insula vel accedentes et declinantes ad ipsam, de quibuscumque mercibus et rebus eorum vel aliorum dicti regis subditorum extractis et eductus^d de insula predicta nec non de quibuscumque rebus eorum aliorumque subditorum regis eiusdem et mercibus delatis ad eandem insulam et exoneratis ibidem, solvere teneantur et debeant ad rationem denariorum duorum pro qualibet libra veri valoris seu precii rerum et mercium predictarum, que quidem persone, ut prefertur, deputande pecuniam in dicta insula Cipri pro rebus et mercibus subditorum regis predicti

exigendam et ut premittitur colligendam singulis annis dare et assignare debeat communi predicto seu legitime persone quam dictum commune ad id in eadem insula duxerit deputandam, ut dictum commune vel persona predicta pecuniam ipsam illis Ianuensibus det et tradat qui per prefatum Henricum quondam regem Cipri et Amalricum dominum Thiri aut galeas et vasa seu officiales eorum dampnificati fuerunt et quorum Ianuensium nomine pro parte dicti communis Ianuen(sis) in nos factum extitit similiter compromissum, facta eodem modo de dicta pecunia inter dictos Ianuenses dampnificatos equali divisione pro rata. Adicimus tamen et volumus quod ordinationes et impositiones predictae tam per regem quam per commune predictos, ut expressum est superius, faciende durare debeant quousque predictorum regis et communis subditis dampnificatis ut premittitur usque ad summas expressas superius satisfactum extitit et non ultra possint tamen et debeant partes predictae de pluribus et paucioribus denariis facere ordinationes et impositiones predictas sicut viderint expedire consideratione vel ratione habita ex utriusque partis dampnificatis personis satisfieri per annuas solutiones valeat infra tempus annorum quinque vel sex ex eisdem impositionibus postquam fuerint ordinate. Insuper nostre intentionis et voluntatis existit ad tollendam cuiuslibet dissensionis et contentionis materiam de medio partium earundem et postquam iuxta formam nostri arbitrii pro parte regis et communis predictorum facte fuerint ordinationes et impositiones de dictis denariis duobus pro libra ut dictum est superius colligendis prefatique rex et commune, factis ordinationibus et impositionibus supradictis, facti fuerint invicem debitores, possit dictus rex cum eodem communi et predictum commune cum rege ipso de dictis pecuniarum summis debitis compensationem facere predictasque ordinationes et colligendorum denariorum impositiones invicem commutare, ita quod impositio facta per regem prefatum ad eius subditos dampnificatos et impositio facta per commune predictum ad Ianuenses dampnificatos pro quibus et quorum dampnis nominatim compromissum ut prefatur extitit debeat pertinere ut sit eis omnino satisfactio de dictis impositionibus impendatur. Adicientes preterea ac etiam arbitantes quod impositio dictorum denariorum ut dictum est colligendorum infra annum a presentatione presentium fieri debeat a qualibet partium predictarum, ita quod partes eedem et qualibet earundem, si infra dictum tempus non fecerint aut fieri procuraverint impositionem prefatam, exceptione qualibet non obstante, sibi dare et solvere invicem et una pars alteri teneantur, quantitates pecuniarum et summas de quibus supra dictum est impositionem fieri debere a qualibet partium predictarum per annuas

solutiones infra tempus annorum quinque vel sex ut superius est expressum. Que omnia et singula supradicta predicti utriusque partis syndici, procuratores, ambaxiatores et nuncii emologaverunt ibidem, ratificaverunt et approbaverunt expresse, promittentes utrique ipsorum videlicet nomine illorum quorum sunt syndici, procuratores, ambaxiatores et nuncii ea observare, tenere inviolabiliter et complere, prout sunt superius ordinata. Tenores vero instrumentorum compromissi et procuratoriorum predictorum secuntur per ordinem in hunc modum:

In nomine Domini amen. Si legitimorum fidem federum servari iura decernunt, illa maxime servanda sunt federa que a pace proveniunt et observancie pacis prosunt. Et quia serenissimus princeps, dominus Hugo, Dei gratia rex Ierusalem et Cipri, ex una parte, et dominus Nicolinus de Flisco dictus Cardinalis, ambaxiator, syndicus et procurator communis Ianue, ex altera, venientes ad compositionem et pacem secundum formam instrumenti publici exinde confecti, scripti manu Stephani de Cipro, dicti domini regis, et Pelegrini de Bocha, dicti ambaxiatoris, notariorum publicorum, hoc anno die XVI mensis febroarii proxime preteriti, sibi dictis nominibus promiserunt et inter alia specialiter convenerunt quod de requisitionibus et petitionibus per dictum ambaxiatorem, nomine communis Ian(ue), factis et datis dicto domino regi pro personis Ian(ue) infrascriptis que per aliquos officiales, galeas et vasa ipsius domini regis et bone memorie regis Henrici, sui proximi predecessoris, nec non domini Amalrici quondam domini Thiri dampnificate dicuntur et variis modis lese, in quibus dampnis prefatus dominus rex pretendit et dicit quod pro executione iuris Rom(ane) Ecclesie infrascripte persone subiecte communi Ian(ue) per dictos officiales, galeas et vasa lese et dampnificate fuerunt si forte dampnum aliquod habuerunt cum eedem persone contra Ecclesie Romane prohibitiones ad terras soldano Babilonie subiectas accederent vel redirent ab eis, si forte dampnum aliquod perceperunt, dicto ambaxiatore nomine dicti communis et nomine infrascriptarum Ianuensium singularium personarum dicente contrarium ex adverso, et pari modo de requisitionibus et petitionibus eidem ambaxiatori pro parte dicti domini regis factis et datis pro infrascriptis personis eidem domino regi subiectis que per quosdam singulares Ianuenses et eorum vasa dampnificare dicuntur, eosdem ambaxiatores quo supra nomine et pro parte dictorum singulorum Ianuensium qui dampnum ut premittitur dedisse dicuntur, proponente et ex adverso dicente quod si dicti singulares Ianuenses eisdem infrascriptis personis dicto domino regi subiectis aliqua dampna dederunt, illa iure licito intulerunt cum prefate persone eidem domino regi

subiecte navigantes ad terras soldano Babilonie subiectas vel redeuntes ab illis per dictos singulares Ianuenses dampnificate fuerunt, si forte dampnum aliquod pertulerunt, prefato domino rege dictarum personarum sibi subiectarum nomine contrarium proponente, in sanctissimum in Christo patrem et dominum Iohannem XXII, divina providentia sancte Romane ac universalis Ecclesie summum pontificem, tamquam in arbitrum et arbitratorem plene ac libere compromitterent, ita tamen quod quantitates dampnorum datorum ut predicatur personis singularibus subiectis dicto domino regi et pro quibus ut premittitur debet fieri compromissum non possint nec intelligantur exedere quantitatem et summam dampnorum datorum per officiales seu vasa dicti domini regis et prefati sui proximi predecessoris et dicti quondam domini Tyri illis singularibus personis Ianuensibus pro quibus, ut dictum est supra, debet fieri compromissum, idcirco prefatus dominus rex, ex una parte, et dictus dominus Nicolinus, ambaxiator, syndicus et procurator dicti communis Ianue, secundum formam instrumenti publici scripti manu Galeoti de Liturfis notarii, anno dominice nativitatis millesimo CCC°XXVIII, die XXIII iulii, nomine dicti communis, ex altera, volentes premissa et conventa ut premittitur observare, de dampnis et lesionibus supradictis eisdem infrascriptis personis singularibus Ianuensibus sive personis dicto domino regi subiectis ut dicitur illatis ac etiam irrogatis compromise-runt, plenum et largum generale compromissum fecerunt in prefatum dominum summum pontificem tanquam in arbitrum, arbitratorem et communem dictarum partium amatorem electum a dictis partibus nominibus supradictis, eidem domino summo pontifici, electo a dictis partibus ut prefertur ab eisdem partibus, ampla et plenaria potestate concessa super premissis et quolibet eorum quam dumtaxat pro personis et quantitibus infrascriptis dicendi, difiniendi, arbitrandi, precipiendi, ordinandi et disponendi prout sue placuerit arbitratorie, paterne sive compositorie voluntati summarie et de plano, sine strepitu et figura iudicii, libellis datis vel non, lite contestata vel non contestata, omni loco et tempore, presentibus partibus vel absentibus, dum tamen vocatis, et demum omni iuris et consuetudinis solemnitate omissa in aliquo non obstante, premissis et omnibus aliis que contra dicta precepta difinita, arbitrata, ordinata vel disposita a predicto domino summo pontifice, ut prefertur electo per dictas partes, possent opponi vel dici ab eisdem partibus quibus supra nominibus per pactum renunciatis expresse, promittentes sibi invicem dicte partes dictis nominibus dictis diffinitis, arbitratis, preceptis, ordinatis et dispositis per ipsum dominum summum pontificem super premissis et eorum quolibet stare, parere et ea inviolabili-

ter observare et contra non dicere vel venire sub pena mille florenorum auri a dictis partibus dictis nominibus et ab altera alteri solenni stipulatione promissa, qua pena soluta vel non soluta, exacta vel non exacta, rata et firma durent et maneant dicta difinita, arbitrata precepta, ordinata et disposita per eundem dominum summum pontificem. Nomina singularium personarum Ianuen(sium) pro quibus compromittitur et quantitates in omnibus dampna eis data et illata fuerunt per officiales, galeas seu vasa ipsius domini regis bone memorie regis Henrici, ipsius proximi predecessoris, seu domini Amalrici, quondam domini Tyri, inferius describuntur: Seguranus Salvaigus et Molinarius de Castro XXX^M bz.; Manuel Santhomus III^CLXXXII <bz.>; Adrianus Pignatarius b. II^MVII^C; Huguetus de Sancta Agnete bz MV^C; Symon Giribadus de Recho bz. II^MV^C; Symon Cibo b. II^MVI^C; Iohannes de Petrarubea bz. II^MV^C; Lanfranchus Advogatus sive Gentilis bz. MVIII^C; Benedictus Bolletus et socii b. MV^C; Iohannes Cavalerius de Vulturo bz. IX^C; Georgius de Castro bz. IIII^CXLII; Filippus Blancus bz. XII^M; Guirardus de Lencito bz. M; Ambrosius Salvaigus, Bertholomeus Salvaigus, Otholinus de Recho bz. V^M; Iacherellus de Ritiliario bz. II^MIII^C; Asanus Malocellus b. II^MV^C; Bartholomeus Gabernia et Andrianus Archerius b. X^M; Grimaldus de Grimaldis et Oddoardus Falamonicha bz. III^MVIII^CLXXII; Balduynus de Grimaldis bz. II^MV^C; Nicolaus Vicecomes qui dicitur Nanus b. XV^M; Bartholomeus de Orto et Iohannes Podisius bz, II^MVIII^C; Leonardus de Riparolia bz. II^MV^C. Summa bz CVI^MCCCLXXXVIII. Et nomina personarum dicto domino regi subiectarum pro quibus est superius compromissum et quantitates dampnorum eis datorum et illatorum per singulares personas Ianuen(ses) et quas ac ipsorum galeas et vasa proxime denotantur: Balianus archiepiscopi dampnificatus per Franceschinum de Maino bz. II^MCLXIII; Constantinus Aurifabri per Manuelem Marabotum bz. V^CXXIII; Raynerius Guillelmi per Karolum Cibo et Paulinum de Gavio bz. VIII^CX; Monsour Draperius et Salomon per eosdem bz. IX^C; Symon Carre et Iacobus de Camera per Bruscaporcum bz. II^CCL^o; Leo Raoulis per Cristianum de Grimaldis bz. V^C; Michius de Ponte per eundem bz. M; Dimitrius Beba per Iacobum de Mari bz. VII^M; Georgius Stephani per Barbavariam bz. VIII^C; Bartholomeus de Acon per Franchiscum Malonum bz. II^CL; Raymundus de Monteolivo bz. MVI^CL; et per Balduinum de Grimaldis dampnificate fuerunt persone proximo declarate: Michael Pascal bz. C; Bartholinus Aurifaber bz. XXI; Bonaventura de Corvo bz. MXIII; Franchiscus de Lenseigna bz. V^MLIII; Papa Nicola dictus Petito bz. MV^C; Symon de Beritho bz. MC; Paulus de Bando bz. II^MV^CL; Iohannes de Sao-

na habitator Famaguste bz. IIII^M; Theodorus Homodei et sui socii bz. XVII^MXLIII; Lapus Fardini bz. V^C; Iohannes de Tripoli bz. MCXCV; et per Luchinum de Malocellis et Ianotum de Guisulfis persone infrascripte: Nicolaus de Cassino bz. MV^C; Symon Brisenti bz. M; Dominicus Longus bz. CLX; Georgius Stephani bz. M; Guillelmus Balam bz. VII^MIX^CXVIII; Petrus Bonsat bz. IIII^MC; Feidonus de Ayacio bz. M; et per Raymundum de Grimaldis persone infrascripte: Leo dictus Codonffa bz. III^C; Basilius de Botrono bz. V^CLXXV; Michael Scamadrianos bz. VI^CL; et per Bovarellum Salvagii, Robertum Malonum et Gentilem Ventum persone infrascripte: Francischus de Lenseigna bz. MV^CXXXI ½; Paulus Campsor bz. III^CLX; Symon Belfarag bz. CXCII ½; Iohannes Tricopuli bz. VII^C; et per Georgium de Mari et Franchiscinum de Maino persone infrascripte: Dominicus Catremis, Dimitrius et Michael de Laudicia, Symon Bongi, Paulus Catecont bz. X^M; Georgius Bedre bz. II^MIII^CXXV; Daout Brissemi bz. IX^C; Symon de Antherado bz. V^C; Georgius de Leone bz. VI^MV^C; Andreas de Bonoalbergo bz. III^MIX^CVIII; Petrus Catecont bz. III^C; Dominicus de Castro Blanco bz. MCXXII; Iacobus de Beritho bz. M; Francischus Draperii bz. V^CL; Guido de Sequemarenda bz. III^CLXXX; Aboud dictus Mestout bz. II^M; et per eosdem Georgium et Francischinum ac Francischinum Malihomum, Daniele Ventum ac Bonifacium Lit socios persone infrascripte: Francischus Draperii bz. M; Georgius de Leone bz. M; Servusdei de Ayacio bz. MII^C. Summa bz. CVI^MIII^CXCVIII.

Acta sunt hec in casali de Radippo, Nicosiensis diocesis, in aula regia, in camera ipsius domini regis, die prima mensis marcii, anno dominice natiuitatis millesimo CCC^oXXVIII^o, indictione XII secundum cursum regni et indictione XI secundum cursum civitatis Ianuen(sis), presentibus venerabili in Christo patre fratre Symone, abbate Sancti Pauli Antiocheni et prioratus de Cruce de Cypro, Ordinis Sancti Benedicti, fratre Symone Anglico, Ordinis Predicatorum, fratre Michael, fratrum Heremitarum Ordinis Sancti Augustini vicario, Bartholomeo Lamberti, cantore ecclesie Famagustane et electo Nimocensi, nobilibus viris dominis Guillelmo de Sulembourc, Symone de Monteolivo, Balduino de Noris marescalco hospicii regis, Andrea Boisom, Fulcone de Molinis, Guidone de Veriti^f maiore, Raymone et Symone de Furno, fratribus, et Iustino de Iustinis, militibus, et discretis viris domino Megollo Lercario potestate Ianuen(sium) in Cipro, Nicolao Maroboto, Manuele de Flisco dicto Cardinale, Alberto Rondana et Philippo de Carmadino, testibus ad predicta vocatis specialiter et rogatis. Ego Stephanus de Cipro, publicus imperiali auctoritate notarius et iudex ordinarius, pre-

dictis omnibus presens fui et rogatus ea omnia et singula scripsi et in hanc publicam formam redegī in memoriam et cautelam signum meum apponens ad robur plenissimum omnium premissorum.

In nomine Domini amen. Anno nativitatis eiusdem millesimo CCC°XXX°, indictione XIII, die nona mensis marcii, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini, domini Iohannis pape XXII, anno XIII. Per presens publicum instrumentum pateat universis presentibus et futuris quod serenissimus princeps, dominus Hugo, Dei gratia Ierusalem et Cipri rex illustris, in presentia mei notarii infrascripti et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, fecit et ordinavit in omnibus et per omnia ut inferius continetur: Nos Hugo, Dei gratia Ierusalem et Cipri rex, ordinamus et constituimus presenti publico instrumento nostros procuratores et nuncios speciales, absentes tanquam presentes, venerabilem virum Lambertum de Bononia, canonicum Famagust(anum), domini pape capellanum, et nobilem virum Guidonem de Brionibus, domini summi pontificis domicellum et serenissimi regis Franc(or)um sergentem armorum, et quemlibet eorum in solidum ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus inceptus alter prosequi valeat et finire, ad comparandum pro nobis et nomine nostro coram sanctissimo in Christo patre, domino Iohanne, sacrosancte Romane et universalis Ecclesie summo pontifice, et ad procedendum super contentis in quodam compromisso facto in eundem per procuratorem communis Ianue et nos de quibusdam dampnis que dicuntur data a personis singularibus utriusque partis in compromisso ipso expressis, de quo patet per publicum instrumentum scriptum manu Stephani de Cipro, notarii publici, et prosequendum et faciendum in negotio ipsius compromissi quicquid fuerit oportunum et eiusdem natura negotii postulabit, firmum promittentes habere quicquid per eosdem vel eorum alterum in predictis procuratum fuerit atque factum. In cuius rei testimonium et cautelam mandavimus per Iohannem de Galiana, nostrum notarium infrascriptum, de premissis fieri presens publicum instrumentum et ipsum sigilli nostri maioris ex una parte et mediocris ex altera tyariis more solito pendentibus roborari. Acta fuerunt hec in casali de Radippo, Nicossiensis diocesis, in aula regia, in maiori camera ipsius domini regis, presentibus nobilebus viris dominis Iohanne Bordini, Balduino de Noris et Iustino de Iustinis, militibus, testibus ad predicta vocatis specialiter et rogatis. Et ego Iohannes de Galiana, publicus imperialis auctoritate notarius et nunc ipsius domini regis cancellarie scriba publicus, predictis de mandato dicti domini regis presens fui et rogatus scripsi et in hanc publicam formam redegī signoque meo consueto signavi.

In nomine Domini amen. Nobilis vir, dominus Isnardus Rostagni de Avinione, miles et vicarius regius Ian(ue), in presentia, consensu et voluntate domini Gabrielis de Albara, abbatis populi, et consilii duodecim sapientum constitutorum super negotio Ianue, et ipsi dominus abbas et consilium predictum, in quo interfuit sufficiens et legitimus numerus, eorundem auctoritate et de conscientia et assensu dicti domini capitanei et domini Manfredini de Pontulo, vicarii constituti ad interessendum consiliis eorundem, viso compromisso facto inter illustrem dominum Hugonem, regem Cipri, pro se et suis subditis, ex una parte, et discretum virum dominum Nicolinum de Flisco dictum Cardinalem, ambaxiatorem, syndicum et procuratorem communis Ian(ue), pro ipso communi et singularibus personis Ian(ue) dampnificatis per gentes dicti domini regis Cypri seu illustris domini Henrici predecessoris ipsius seu domini Amalrici domini Tyri officiales, subditos et galeas et vasa eorundem in sanctissimum in Christo patrem et dominum, dominum Iohannem, presentem summum pontificem, ex forma instrumenti publici scripti manu Peregrini de Bucha, publici notarii, seu prout in ipso instrumento compromissi fit mentio et visis et receptis litteris eiusdem summi pontificis super assumptione dicti compromissi et bailie ei concesse super assignatione termini a festo Assumptionis beate Marie tunc proxime usque ad annum unum nobis et alteri parti dati seu assignati ad procedendum super contentis in dicto compromisso et dicti domini arbitri seu arbitratores arbitrium prout rationis fuerit proferendum et a partibus audiendum, datis Avinione, nonis augusti pontificatus eiusdem anno XIII^o, et que littere eisdem capitaneo, abbati et consilio et vicario presentate fuerunt sicut apparet in actis officii duodecim sapientum constitutorum super negotio communis Ian(ue) hoc anno et die, et volentes in predictis et agendis circa ea et expeditionem tam nomine dictis^s communis quam omnium Ianuensium ad quos pertinet debite procedi, fecerunt, constituerunt et ordinaverunt eorum et dicti communis dictis nominibus syndicos, actores, nuncios et procuratores dominos Nicolinum de Flisco dictum Cardinalem et magistrum Matheum de Modocia, absentes tanquam presentes, et Ambrosium Salvaigum, presentem et recipientem, et quemlibet eorum in solidum ita quod non sit melior condicio occupantis, sed quod unus incep(er)it alter possit prosegui, exequi et complere et e contrario ad se presentandum coram dicto domino summo pontifice, arbitro et arbitratore ut supra, et quocumque alio auditore pro eo et ad omnia et singula que dictum comune per dictas litteras est citatum seu requisitum ut supra seu in dictis litteris contenta et ad omnia

emergentia, dependentia et connexa et tam ad iurandum de calumpnia et de veritate quam ad aliud quomodolibet sacramentum et ad procedendum in predictis et quodlibet^h eorum sive summarie sive qualitercumque prout et sicut placuerit seu videbitur eidem summo pontifici seu deputato vel deputando per eum et ad quascumque requisitiones et petitiones faciendum sive pro dicto communi sive quolibet seu altero dictorum dampnificatorum, seu Ianuensium habere debentium a dicto domino rege seu gentibus suis et respondendum quibuscumque requisitionibus que fierent pro parte dicti domini regis seu alicuius ex gentibus suis et ea prout eisdem seu alteri eorum subditorum videbitur vel placuerit prosequendum, litem contestandum si contestari debuerit seu eisdem vel alteri eorum contestandum videbitur, et dicta iuramenta et quodlibet eorum prestandum et ea prosequendum et complendum, sententiam et sententias audiendum, appellandum et appellationes prosequendum et denuo compromittendum et syndicum et syndicos constituendum et substituendum, paciscendum et componendum, arbitrum et arbitros eligendum et omnia alia in predictis faciendum que dictum commune facere posset si presens esset. Insuper etiam ex nunc eligunt in sapientem et advocatum communis illum et illos quem vel quos secum adhibere voluerint dicti syndici seu alter eorum, dantes et concedentes dictis syndicis et cuilibet eorum in predictis et quolibet eorum et emergentibus ab eisdem largum, liberum et plenum mandatum et plenam bailiam et quod possint in predictis et pro predictis et expensis utilibus seu oportunis et circa ea expendere et erogare sicut eisdem seu alteri ipsorum videbitur seu placuerit et promittentes dicti domini capitaneus, abbas et consilium tibi notario infrascripto stipulanti, recipienti officio publico nomine et vice cuius vel quorum interest seu interesse posset, perpetuo ratum et firmum habere et tenere per se et dictum commune et quoslibet successores ipsorum quicquid per dictos syndicos, actores, nuncios et procuratores actum, gestum, procuratum fuerit seu factum in predictis, circa predicta vel aliquod predictorum sub ypotheca et obligatione bonorum dicti communis. Insuper dictus Ambroxius, pro se et dictis dominis Nicolino et magistro Matheo, promixit dictis dominis capitaneo, abbati et consilio utilia dicti communis quam poterit vel sciverit in predictis facere, gerere et exercere sub ypotheca et obligatione bonorum suorum. Actum Ianue, in terracia palacii domini abbatis ubi reguntur consilia dictorum duodecim, anno dominice nativitatis millesimo CCC°XXX°, indictione XII secundum cursum et consuetudinem civitatis Ianue, die XXIII iulii, circa nonam, presentibus testibus Luchiniⁱ

de Nigro, Andriolo Rubeo de Levanto, Francisco Bono et Alberto de
Sancto Matheo. Galeotus de Licurfis notarius rogatus scripsi.

Datum Avinione, idus ianuarii anno XV^o.

^a lire *insertus* ^b lire predecessoris ^c volitatem: sic ^d lire eductis ^e II^cCL :
sic ^f lire *sans doute* de Verni ^g lire dicti ^h lire quolibet ⁱ lire Luchino

INDICE

<i>Marta Calleri</i> , Gli <i>acta</i> di Ottone arcivescovo di Genova (1203-1239)	pag. 5
<i>Jean Richard</i> , Le ‘compromis’ de 1330 entre Gênes et Chypre et la guerre de course dans les eaux chypriotes	» 17
<i>Enrico Basso</i> , I consumi di bordo nei secoli XIV-XV. Note dai registri <i>Galearum</i> genovesi	» 37
<i>Angelo Nicolini</i> , La nave «Santa Maria di Loreto» (1509-1515)	» 61
<i>Giuseppe Felloni</i> , Itinerari e tempi delle comunicazioni secondo le fonti genovesi (secc. XVI-XVII)	» 97
<i>Ilaria Ivaldi</i> , Il palazzo di Antonio Sauli a Genova	» 117
<i>Clara Altavista</i> , Il palazzo di Bendinelli I Sauli e la casa Scaniglia in piazza San Genesio a Genova tra valore simbolico e identità familiare. Spigolature dai cantieri architettonici (XV-XIX secolo)	» 153
<i>Daniela Barbieri</i> , Marc’Antonio Sauli nella <i>Platea Longa</i> degli Zaccaria a Genova. L’edificazione tardo cinquecentesca di un palazzo adornato <i>di molto nobile Architettura</i>	» 199
<i>Bianca Montale</i> , Alla riscoperta delle nostre radici. Il cammino verso l’Unità	» 241
<i>Amedeo Benedetti</i> , Contributo alla biografia di Ernesto Giacomo Parodi	» 269
Albo Sociale	» 285
Atti Sociali	» 291
Sommari e parole significative - Abstracts and key words	» 321



Associazione all'USPI
Unione Stampa Periodica Italiana

Direttore responsabile: *Marta Calleri*
Editing: *Fausto Amalberti*

ISBN - 978-88-97099-02-4

ISSN - 2037-7134

Autorizzazione del Tribunale di Genova N. 610 in data 19 Luglio 1963
Stamperia Editoria Brigati Tiziana - via Isocorte, 15 - 16164 Genova-Pontedecimo